

ÉCOLE ET ENTREPRISE : TRAVAILLER LES LIENS POUR NE PLUS LES SUBIR

par Jean-François Bolzinger, Secrétaire général adjoint de l'Union Générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT)

Je voudrais porter mon propos essentiellement sur les liens ou articulations nouvelles qui existent aujourd'hui entre École et Entreprise, entre Formation et Travail, entre les enseignants et les autres salariés, entre Recherche/Enseignement et Entreprise...

Il me semble que si on n'intègre pas ces interactions nouvelles, la question de la démocratisation de l'École sera traitée en dehors de la bataille pour relever des défis d'ensemble qui se posent de manière unifiée tant au monde du travail que de la formation.

J'aborderai trois points :

- la coupure formation/travail,
- les questions de la finalité de l'École et de la place du savoir,
- les enseignants et le salariat.

Le récent conflit de l'Enseignement supérieur me donne l'entrée en matière pour aborder cette coupure formation/travail. La loi « LRU » a été rejeté comme allant à l'inverse de la démocratisation de l'Université. Jamais un mouvement aussi important n'a eu lieu chez les universitaires et la victoire n'a pas été au bout. Pourquoi ? Il me semble que sur une question que le pouvoir estime comme essentielle à savoir le changement de nature de l'Université, celui-ci n'avait pas de raison majeure de céder, dès lors que le conflit, pour important qu'il fût, s'est développé en parallèle des autres mobilisations et du mouvement social qui s'est développé depuis janvier. Les tentatives de manifestations communes avec la Santé ont d'ailleurs pointé l'enjeu d'un rapport de forces d'ensemble. Mais la juxtaposition de mobilisations autonomes n'est pas la même chose qu'une mobilisation solidaire avec les enseignants, l'ensemble des salariés et l'opinion publique, qui ne peut résulter que d'une construction commune.

Si cette coupure formation/travail ne permet pas de développer un rapport de forces suffisant pour résister aux coups, elle freine aussi toute dynamique de conquête sociale. La Sécurité sociale professionnelle, par exemple, nécessite des articulations étroites entre formation et travail, et une unité d'élaboration d'actions de l'ensemble des acteurs pour gagner un tel progrès social.

Les jeunes sont par ailleurs au cœur de cette coupure formation/travail et en sont les principales victimes. La galère de la précarité et du chômage, qu'ils vivent entre la formation initiale et l'entrée réelle dans la vie active, discrédite à elle seule l'ensemble du fonctionnement de notre société. Il est d'ailleurs significatif que les stagiaires, qui sont l'un des emblèmes de l'articulation formation/travail, aient été amenés à créer des coordinations pour se faire entendre face au vide syndical laissé par le syndicalisme coupé entre syndicats étudiants, syndicats d'enseignants et confédérations de salariés.

Mon second point a trait aux finalités qu'on assigne à l'École. La finalité de l'École aujourd'hui est-elle de former des citoyens ou de former des travailleurs en capacité d'être citoyens dans l'entreprise et dans la société ?

Le « haro sur l'entreprise » qui existe dans l'Enseignement et qui renvoie réciproquement au « monde intello où on n'a rien à y faire » qui existe dans le monde du travail nous dessert. Le rapport entre

l'École et l'entreprise ne doit pas se confondre, à mon sens, avec le rapport entre l'École et l'employeur. La loi « LRU » ne fait pas entrer les entreprises dans les universités, elle y fait entrer les employeurs. Ceux-ci sont entrés en force, d'autant plus facilement que les articulations formation/travail ne sont pas traitées suffisamment entre enseignants et reste du monde du travail.

Autre exemple, rejeter en soi et ne pas disputer le contenu de la professionnalisation c'est sans coup férir faire place à la conception utilitariste patronale.

La nouvelle place du savoir au cœur du travail me semble une question à approfondir. Ainsi, le futur du travail ne s'invente pas uniquement dans l'entreprise, mais de plus en plus dans la Recherche, y compris en sciences sociales. Il y a toujours eu aller-retour entre les deux aspects. Pendant longtemps, le travail a été à l'initiative ; maintenant, c'est davantage la science qui l'est. Le capitalisme le sait, il sait que ce sont ses profits de demain qui sont en cause. Voilà pourquoi il ne peut se permettre de céder sur la question du contrôle de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et pourquoi c'est un rassemblement d'ensemble qui est nécessaire.

Les contradictions sont en même temps fortes pour le capitalisme. Est-ce que la marchandisation généralisée peut régler cette question de la place nouvelle du savoir, donc de l'Éducation et de la Recherche dans le développement des forces productives ? Une chose est sûre, il les gèrera d'autant mieux que le terrain ne lui sera pas disputé autrement que de façon sectorisée.

À l'inverse, la diffusion de ce qui fait l'efficacité de l'Enseignement et de la Recherche (la coopération scientifique, la diffusion du savoir, la validation par la preuve, la liberté de mise en cause des dogmes...) serait d'un grand apport dans le monde de l'entreprise.

Troisième point : les enseignants et le salariat. Historiquement, les enseignants ont essentiellement développé un syndicalisme autonome situant leur identité à part des autres salariés. Ils sont aujourd'hui confrontés à des enjeux identiques à l'ensemble des cadres et des salariés à responsabilités comme la maîtrise et l'impact de leur contenu professionnel, la mesure du temps de travail, les atteintes à la santé au travail, le mode de management qui leur est appliqué, ainsi que l'exercice de leur responsabilité sociale dans le travail.

Notre avis, à l'Ugict-CGT, est que les enseignants sont des salariés à part entière et non entièrement à part, donc à situer parmi les grandes composantes du salariat que sont les cadres-professions techniciennes d'une part (43 %) et les ouvriers-employés d'autre part (57 %). Cela au-delà de leur forte identité professionnelle (comme par exemple un métallo, un informaticien, une infirmière qui savent former une communauté salariale en tant qu'ingénieur, cadre ou technicien supérieur...).

La montée de la souffrance au travail dans l'encadrement, qui était présentée auparavant comme le problème des salariés d'exécution, est symptomatique. Elle va jusqu'au suicide en passant par le stress, la dépression, le « burn-out » et le dopage. Elle ne doit pas être banalisée, tant chez les enseignants que chez tous les salariés en responsabilités, car elle renvoie à un mode de management présenté comme universel dans le privé comme dans le public. Ce mode de management concerne l'organisation du travail, l'orientation stratégique en lien avec sa finalité, l'exercice du pouvoir et la prise de décisions. Il est complètement lié au passage du capitalisme entrepreneurial au capitalisme financier de l'actionnaire de la fin des années 90.

Les niches de productivité se situant désormais au cœur du travail qualifié qu'il s'agit de surexploiter, la source de profit a glissé de la production à la conception, amenant le capital à instrumentaliser le travail intellectuel.

Cette surexploitation du travail qualifié s'opère par l'introduction d'un modèle de management fondé sur le culte de la performance individuelle et l'atteinte d'objectifs définis par des batteries d'indicateurs quantitatifs. Seul compte le résultat, les missions prioritaires pour l'évaluation. Est exclu tout ce qui n'est pas solvable.

Cette rationalisation du management a pour but d'éliminer tous les volets relationnels et démocratiques en faisant fi du contenu, de la finalité et du sens du travail dans le cadre d'une économie généralisée des coûts et de l'atteinte des profits financiers de court-terme.

Ces méthodes ciblant particulièrement tous les salariés en responsabilités bouleversent leur rôle, leur apport dans le travail, dans l'administration ou l'entreprise, par rapport aux autres catégories de salariés et aux usagers. Ce sont de tels aspects qui fondent la nécessité de rapprochements syndicaux qu'à pointés le SNES lors de son dernier congrès. Au-delà des aspects de proximité idéologique, il me semble que le rapprochement entre le syndicalisme enseignant et le syndicalisme confédéré de salariés repose sur des données objectives touchant à la crédibilité même du syndicalisme dans quelques années.

Je dirais en plaisantant que l'idée d'une Confédération générale du travail existant à côté d'une Confédération générale du savoir me semble d'un ridicule achevé.

Je terminerai par deux questions. Comment la démocratisation de l'École peut-elle être traitée à l'entreprise et comment la démocratisation de l'entreprise peut-elle être traitée à l'École ? Il me semble que la réponse à ces questions est un vaste chantier d'échanges et de mobilisations. Mais c'est peut-être la clé d'un rapport de forces solidaire d'avenir.